

Les impacts sociaux de la digitalisation comme objet de discussion au niveau européen : une première esquisse

France Stratégie - Astrees,
Paris, 25 avril 2017

cdegryse@etui.org

etui.

1. Enjeux identifiés pour le monde du travail européen

- 1) Enjeux sociaux de la robotisation, automatisation, computérisation :
- a) Automatisation des tâches ; risque de **destruction** d'emplois (Frey, Osborne, OCDE, Autor, etc.). Anticipation du changement : **Information-consultation** des travailleurs; restructurations socialement responsables
 - b) Salariés connectés “anytime, anywhere”: estompement de la notion de “temps de travail”, risque d'**intensification** du travail, et de rupture de l'équilibre vie privée et vie professionnelle
 - c) “Apprendre à ne pas désapprendre” : risque de perte de contrôle et d'expertise des salariés (« exécutants ») → quelles **formations** ?
 - d) **Management** algorithmique : contrôle des salariés via smartphones, puces RFID, GPS, IPcam... Quels équilibres entre « surveillance sans frontière » et surveillance raisonnée ?

1. Enjeux identifiés pour le monde du travail européen

2) Enjeux sociaux de la sous-traitance en ligne (notamment *crowdworking*) favorisée par la digitalisation de l'économie :

- risque de vider des emplois salariés de leur contenu, au profit :
- de *crowdworkers* (secrétariat, encodage, traduction, comptabilité, etc.)
 - sans **contrat de travail** (accord en un clic aux Conditions générales)
 - en **concurrence salariale** directe avec les travailleurs du monde entier
 - sans **relations collectives**, sans **protection sociale**
 - sans système clair de **règlement des litiges** éventuels (pas de licenciement, mais “déconnexion”).

➔ Vers une dualisation du marché du travail : l'un territorial régulé, et l'autre, global et numérique échappant au droit du travail ?

2. Quelles initiatives publiques / politiques ?

A ce jour seuls 5 pays européens ont lancé le débat *avec les partenaires sociaux* :

- Allemagne : « Emploi 4.0 », Livre vert du ministre de l'Emploi pour alimenter la réflexion entre parties prenantes sur la qualité de l'emploi dans la société numérique (implication, participation des travailleurs...)
- France : Rapport Mettling : « Transformation numérique et vie au travail » ; implication des employeurs (Medef) et des organisations syndicales (CGT, CFDT, FO...). Préparer les relations sociales du futur
- Pays-Bas : rapport « De robot de baas. De toekomst van werk in het tweede machine tijdperk » (*Mastering the Robot*), plaide pour une « robotisation inclusive »
- Luxembourg: Plateforme « Digital Lëtzebuerg », associe tous les acteurs publics et privés concernés par la révolution digitale (?)
- Suède : « ICT for Everyone – A Digital Agenda for Sweden »
- + Finlande ?

2. Quelles initiatives publiques / politiques ?

Allemagne : IG Metall (réponse à la consultation *Arbeiten 4.0*)

- Garantir les **droits sociaux** des travailleurs dans le monde numérique
 - droits à la codétermination, régulation du travail mobile, participation et protection des *crowdworkers* (FairCrowdWork Watch), protection des données des salariés
- Façonner la **technologie** et la conception de **l'organisation du travail**
 - approche participative au niveau de l'entreprise, développement des compétences, débat public sur les orientations de la politique de recherche, développement continu des normes de santé et de sécurité au travail
- **Participation et égalité** des chances pour tous les employés
 - Priorité à la formation et au développement professionnel dans la négociation collective, dans les programmes de formation des entreprises; nouvelles méthodes d'apprentissage et de certification des compétences acquises en milieu de travail

2. Quelles initiatives publiques / politiques ?

Pays-Bas : rapport au gouvernement : « De robot de baas. De toekomst van werk in het tweede machine tijdperk » (*Mastering the Robot*) lance le débat sur l'avenir du travail dans l'économie digitale. Réflexions notamment autour du concept de « robotisation inclusive » :

- les robots ne doivent pas s'imposer aux travailleurs et/ou les remplacer, mais doivent être envisagés comme des outils complémentaires qui peuvent être utilisés avec profit pour rendre les travailleurs plus productifs, dans le cadre d'une « co-création »

Suède : Initiative du gouvernement : « ICT for Everyone – A Digital Agenda for Sweden ». Particularités : accent mis sur les nouvelles technologies au service des personnes handicapées, des plus vulnérables, etc.

Dans d'autres pays comme en Belgique, il existe également des initiatives (*Digital Belgium*), mais qui rassemblent uniquement chefs d'entreprise, start-up, économistes. Partenaires sociaux non conviés en tant que tels.

3. Dialogue social européen

Depuis 2014 : le thème des impacts sociaux de la digitalisation commence à émerger (timidement) dans le dialogue social européen :

- Au niveau interprofessionnel (BusinessEurope, CES, CEEP, UEAPME)
- Au niveau sectoriel.

7 textes conjoints ont été adoptés à ce jour par les partenaires sociaux européens :

Secteur	Date	Titre	Thèmes
Transport (ETF, IRU)	19/11/2014	<i>Les taxis - Pour une concurrence équitable qui soutienne l'innovation et garantisse la qualité du service au client, les bonnes conditions de travail et la compétitivité de la chaîne des transports publics partout, à toute heure</i>	Concurrence (Uber, etc.)
HORECA (EFFAT, HOTREC)	4/12/2015	<i>Pour un level playing field et une concurrence loyale dans l'hôtellerie-restauration et le tourisme - Déclaration commune EFFAT-HOTREC sur l'économie de partage</i>	Concurrence (AirBNB, etc.)
Services publics (EPSU, CEMR)	11/12/2015	<i>Déclaration conjointe du CCRE et de la FSESP sur les possibilités et les risques de la numérisation dans les administrations locales et régionales</i>	Info-consult., formation, qualité emplois, data protection
Interpro. (CES, BusinessEurope, CEEP, UEAPME)	16/3/2016	<i>Statement of the European social partners on Digitalisation</i>	Skills
Assurances (UNI-Europa, Insurance Europe, Amice, Bipar)	12/10/2016	<i>Joint declaration on the social effects of digitalisation by the European social partners in the insurance sector</i>	Skills, organisa- tion du travail, restructurations, management,
Chimie (IndustriAll, ECEG)	22/11/2016	<i>Position conjointe des partenaires sociaux sectoriels européens des industries chimique, pharmaceutique, du caoutchouc et des matières plastiques sur les aspects sociaux de la numérisation et les aspects liés à l'emploi</i>	Skills
Métal (CEEMET-IndustriAll)	8/12/2016	<i>Joint position on The impact of digitalization on the world of work in the metal, engineering and technology based industries</i>	Skills, conditions d'emploi et de travail, Santé- sécurité

4. Évaluation critique

- a) Enjeux sociaux de la digitalisation mobilisent encore assez peu les partenaires sociaux européens (6 secteurs à ce jour, sur 43 secteurs organisés au niveau européen) :
 - 4 secteurs de services (transport, tourisme, services publics, assurances)
 - 2 secteurs industriels (chimie, métal)
 - quelques grands absents (au niveau européen) : banques, télécom, commerce...
- b) Peu d'engagements réciproques : « positions communes », ou « déclarations », mais pas d'accords-cadres ou conventions collectives
- c) Thématiques limitées :
 - formation et qualification (quasi consensus)
 - information-consultation (seul secteur Services publics) (cf. avis commun de 1987)
 - santé-sécurité (seul secteur Métal)
 - restructurations socialement responsables (seul secteur Assurances)

Merci de votre attention

Downloadable on [ETUI.org](https://etui.org) :

“Digitalisation of the economy and its impact on labour markets”

“Les impacts sociaux de la digitalisation de l'économie”

